

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **16414C**
Inscrit le 9 mai 2003

Audience publique du 15 juillet 2003

**Recours formé par ..., ... (D)
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu
Appel
(jugement entrepris du 2 avril 2003, no 15251 du rôle)**

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 9 mai 2003 par Maître Laurent Niedner, avocat à la Cour, au nom de ..., ingénieur à la retraite, demeurant à D-..., contre un jugement rendu par le tribunal administratif sous le numéro du rôle 15251 à la date du 2 avril 2003 en matière d'impôt sur le revenu, à la requête de ... contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes.

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative par le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein à la date du 10 juin 2003.

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris.

Où la vice-présidente en son rapport à l'audience publique du 1^{er} juillet 2003 et Maître Laurent Niedner ainsi que le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein en leurs observations orales.

Par jugement rendu à la date du 2 avril 2003 sous le numéro du rôle 15251, le tribunal administratif a déclaré le recours en annulation irrecevable et débouté ..., ingénieur à la retraite, demeurant à D-..., de son recours en réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 29 mai 2002 portant rejet de sa demande de report de pertes relatives aux exercices 1977 à 1990 se chiffrant au total à 1.411.612.-Flux afin de les voir compenser avec ses revenus nets de l'exercice 1991.

Les premiers juges ont retenu que *la preuve des faits libérant de l'obligation fiscale ou réduisant la cote d'impôt appartient au contribuable* et que *les parties s'accordent pour admettre que conformément aux dispositions de l'article 114(2) 2 LIR, l'exigence d'avoir tenu une comptabilité régulière en matière de déductibilité des reports déficitaires se rapporte aux exercices d'exploitation au cours desquels la perte est survenue et non à l'année d'imposition vers laquelle le contribuable souhaite reporter la perte.*

Ils ont débouté le demandeur de son recours faute de pièces permettant de prouver ses affirmations également pour les années 1986 à 1990 pour lesquelles le demandeur estime avoir rapporté la preuve lui incombant.

... a déposé à l'encontre du jugement du 2 avril 2003 une requête d'appel dans lequel il reproche au tribunal d'avoir qualifié de demande nouvelle non recevable son moyen nouveau consistant à soutenir qu'il y a eu un malentendu dans sa déclaration d'impôt à la base du bulletin d'impôt litigieux en ce sens que le montant indiqué à titre de « *Absetzung für Abnutzung* » ne se chiffrerait pas à 12.000.-Flux, mais à 160.190.-Flux.

Contrairement à ce qu'ont retenu les premiers juges, il fait valoir qu'il a tenu une comptabilité régulière pour les exercices 1986 à 1990, que l'administration ne l'a pas réclamée, qu'elle a émis des bulletins d'impôt sans soulever aucune réserve quant à la régularité de la comptabilité et qu'à titre subsidiaire, il est disposé à « *monter* » sa comptabilité à la Cour « *pour que celle-ci puisse s'assurer de sa régularité* ».

Le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein a déposé le 10 juin 2003 un mémoire en réponse. Par rapport au moyen soulevé par l'actuel appelant en première instance dans le mémoire en réplique et écarté par le tribunal, le délégué du Gouvernement souligne notamment que l'article 58 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure ne dispense pas le demandeur d'exposer ses moyens sommairement dès la requête introductive d'instance, conformément à l'article 1^{er} de la même loi, et que les moyens d'ordre public ne sauraient servir à revenir à un réexamen intégral du dossier. A titre subsidiaire, il fait valoir que la simple offre de montrer sa comptabilité est insuffisante et demande la confirmation du jugement entrepris.

C'est à bon droit et par des motifs que la Cour adopte que le tribunal a déclaré irrecevable le moyen présenté par le demandeur pour la première fois dans son mémoire en réplique et tendant à voir dire que la cote d'impôt pour l'année 1991 serait à fixer à zéro suite à un malentendu par rapport au montant indiqué à titre d'amortissement.

C'est à tort que l'appelant reproche à l'administration de ne pas avoir réclamé antérieurement des pièces concernant les pertes actuellement alléguées.

En effet, dans une lettre du 6 octobre 1993, l'administration rappelle à l'appelant que depuis respectivement 1986 et 1988 il n'a plus déposé les formulaires 144 (*Ermittlung des Gewinns aus Land- und Forstwirtschaft*) et 195 (*Einkünfte aus Vermietung und Verpachtung von unbebauten Grundstücken*) et demande à l'appelant « *um aber nun die Verluste, die Sie in Ihrem Schreiben vom 1.7. angeben, nachprüfen zu können, würde ich Sie doch sehr bitten uns die fehlenden Angaben auf den beiliegenden Formularen, nachzureichen...Auch möchte ich*

Sie dran erinnern, dass Sie in Ihrer Steuererklärung für das Jahr 1991 unter Sonderausgaben keinen Verlustvortrag geltend machten“.

Les premiers juges ont rejeté la demande en motivant comme suit: *»force est de constater qu’au-delà de la simple affirmation avancée dans la requête introductive d’instance que pour les exercices 1986 à 1990, le demandeur aurait tenu une comptabilité régulière, aucune pièce du dossier ne permet de sous-tendre utilement cette affirmation qui n’est par ailleurs pas autrement offert en preuve «.*

Depuis le 6 octobre 1993 au moins, toute la question du litige porte sur la comptabilité régulière que l’appelant doit avoir tenu et verser pour prospérer dans sa demande.

La Cour constate qu’à l’heure actuelle et malgré exhortation tant de l’administration que du tribunal aucune pièce n’est versée.

L’offre *subsidaire* de l’appelant de « *montrer sa comptabilité à la Cour* » est dans ces circonstances pour le moins surprenante et ne saurait être prise en considération à défaut de plus amples précisions.

L’acte d’appel n’est en l’occurrence pas fondé et le jugement entrepris est à confirmer.

Par ces motifs

la Cour, statuant contradictoirement, sur le rapport de la vice-présidente,

reçoit l’acte d’appel du 9 mai 2003,

le dit non fondé et en déboute,

partant, confirme le jugement entrepris du 2 avril 2003,

condamne la partie appelante aux dépens de l’instance.

Ainsi délibéré et jugé par

Marion Lanners, vice-présidente, rapporteur,
Christiane Diederich-Tournay, conseiller,
Marc Feyereisen, conseiller

et lu à l’audience publique date qu’en tête au local ordinaire des audiences de la Cour par la vice-présidente Marion Lanners, en présence du greffier Anne-Marie Wiltzius.

le greffier

la vice-présidente